

<http://www.ujfp.org/spip.php?article2891>



Agression de Marion Castaing : le gouvernement français protège le régime raciste

israélien contre ses propres
UJFP
citoyens

Date de mise en ligne : mardi 24 septembre 2013

- L'UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Les photos de la diplomate française Marion Castaing, humiliée par l'armée d'occupation israélienne, ont circulé à travers le monde entier. Elle était venue, avec d'autres diplomates, apporter du matériel de secours aux villageois palestiniens de Khirbet Al-Makhoul dans la Vallée du Jourdain après la destruction de leurs maisons.

Est-il besoin de rappeler une nouvelle fois le contexte ? L'Etat d'Israël pratique sans relâche une politique coloniale, d'apartheid et d'épuration ethnique qui cible en particulier aujourd'hui la vallée du Jourdain en Cisjordanie et le Néguev au sud d'Israël. Cette politique qui vise à déposséder le peuple palestinien de sa terre et de ses droits et à le réduire au silence est condamnée par les peuples du monde entier.

Le gouvernement français fait preuve, quant à lui, d'une honteuse discrétion face à ces exactions et à l'agression d'une de ses diplomates.

Ce n'est pas la première fois qu'un diplomate français est agressé par l'armée israélienne. Rappelons notamment les agressions et humiliations commises contre des représentant-e-s officiel-le-s de la France dans la foulée de l'opération plomb durci à Gaza en 2008/2009.

Au cours de l'été, l'Union Européenne dont la France avait enfin décidé une mesure positive : cesser tout financement ou subvention à des projets profitant à la colonisation des territoires palestiniens. Elle avait établi des « lignes directrices » pour répondre à cet objectif.

Mais il a suffi à Laurent Fabius de faire un voyage en Israël pour qu'il appelle à revenir sur ces lignes directrices, pour demander qu'elles soient allégées, aménagées.

Ce comportement est indigne des valeurs dont la France se réclame dans les relations internationales. Protéger les agresseurs israéliens c'est condamner leurs victimes : ici les familles paysannes sans défense des villages de la vallée du Jourdain, c'est afficher un profond mépris des droits humains dont la France se revendique l'ardent défenseur.

Le gouvernement français se doit, s'il souhaite être crédible et respecté, d'en finir avec sa politique hypocrite du « deux poids deux mesures ». Israël réplique violemment sur les "manquements" des diplomates européens au code de conduite des représentants étrangers. Cela lui permet de ne pas répondre de ses actes sur le terrain : refuser de laisser passer l'aide humanitaire et laisser les paysans abandonnés à leur sort sur les ruines de leurs maisons relève de la barbarie. Attaquer physiquement des diplomates c'est s'inscrire hors de tout code régissant les relations internationales.

Nous demandons à notre gouvernement de réagir avec la plus grande sévérité contre ces manquements et de convoquer immédiatement l'ambassadeur israélien en France afin d'exiger excuses et explications, et de rappeler à Israël ses obligations vis à vis du droit international et des droits humains.

Le bureau national de l'UJFP, le 24 septembre 2013